

OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENTS AU  
BURKINA FASO

(Paris, le 07 mars 2014)

Document remis par les services de l'Ambassade du  
Burkina Faso

## **I-LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DU BURKINA**

Tirant leçon du bilan d'une décennie de mise en œuvre du Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), et tenant compte des nombreux défis à relever, le Burkina Faso a élaboré la Stratégie de Croissance Accéléré et de Développement Durable (SCADD) 2011-2015, qui vise une accélération de la croissance axée résolument sur la réduction de la pauvreté et la promotion du développement durable.

La SCADD vient remplacer le CSLP qui a constitué le référentiel central de la politique de développement économique et social du Gouvernement sur la période 2000-2010. Elle a pour vision : «le Burkina Faso, une économie productive qui accélère la croissance, augmente le niveau de vie, améliore et préserve le cadre et le milieu de vie au moyen d'une gouvernance avisée et performante».

L'objectif global de la SCADD est de « Réaliser une croissance économique forte, soutenue et de qualité (en moyenne 10% l'an sur la période), et atteindre les objectifs du millénaire pour le développement ».

Pour ce faire, quatre axes stratégiques ont été définis pour l'action. Il s'agit de :

L'axe 1 « développement des piliers de la croissance accélérée » se fonde sur le rôle moteur du secteur privé et la promotion des pôles de croissance et d'une croissance pro pauvres.

L'axe 2 « consolidation du capital humain et promotion de la protection sociale » met l'accent sur : (I) la création d'emplois; (II) le développement de l'éducation et des enseignements ; (III) l'amélioration de la santé, (IV) l'accès à l'eau potable et l'assainissement ; (V) la promotion de la protection sociale et (VI) l'accès des populations aux services énergétiques modernes.

L'axe 3 « renforcement de la gouvernance » se focalise sur le renforcement de la gouvernance à tous les niveaux (politique, économique, administrative et locale).

L'axe 4 « prise en compte des priorités transversales dans les politiques et programmes de développement » met l'accent sur le genre, la population, l'environnement, l'aménagement du territoire, le renforcement des capacités et l'intelligence économique.

Comme on le voit, selon cette stratégie, l'économie burkinabé doit être à même de générer les ressources pour son développement et contribuer ainsi à réduire la pauvreté.

Le coût global de mise en œuvre du volet public (hors charge de la dette) de la stratégie s'élève à 11,429 milliards d'euros soit 7 496,2 milliards FCFA.

## **II-LES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT AU BURKINA FASO**

Le Burkina Faso offre d'énormes opportunités d'investissements aux acteurs internationaux du monde des affaires en général et de l'investissement privé en particulier.

Plus que de potentialités en ressources, il s'agit d'opportunités d'Investissements dans leur acception économique parce que:

- ces potentialités sont largement identifiées et ont fait l'objet d'évaluations plus ou moins avancées,
- ces potentialités s'inscrivent aujourd'hui dans un environnement d'affaires rendu durablement sain et favorable aux investissements et ont été assorties de politiques sectorielles et thématiques pertinentes,
- ces potentialités sont entourées d'un dispositif d'accueil et d'accompagnement efficace des investisseurs.

Pour la valorisation de ces opportunités, le Burkina Faso a adopté une politique nouvelle de développement visant à faire de l'agriculture, de l'agro-industrie, de la ressource humaine, des services et autres activités liées, les piliers essentiels de sa croissance.

Il entend pour ce faire :

- développer, autour des centres urbains ou des localités à fort potentiel spécifique, des pôles de croissance et de compétitivité, notamment des pôles à dominante agro-pastorale, industrielle et technologique, minière, des pôles à dominante de services et des pôles de compétences basés sur des ressources humaines de haute qualité.
- renforcer les supports logistiques des pôles de croissance et de compétitivité;
- créer des zones économiques spéciales.

Les opportunités d'investissements par secteurs, par branches et par filières sont :

\*Nombreuses dans beaucoup de secteurs de l'Economie ;

\*Dans de nombreux domaines d'activités: Production primaire et transformation des produits des secteurs agricole et minier; secteur des services, Energie, TIC, Transport.

\*Dans la révolution en faveur de l'investissement privé que le Burkina entreprend, deux principaux vecteurs serviront de support sur le plan des politiques économiques et des stratégies.

\*Il s'agit d'abord de son choix de l'approche pôles de croissance comme mode d'organisation intégrée de la production des biens et services dans le secteur agricole. Les pôles de croissance offrent un espace organisé et sécurisé du point de vue des droits fonciers et du point de vue de la maîtrise de l'eau.

\*Il s'agit aussi de son choix de mettre en œuvre en toute circonstance, le principe du Partenariat Public Privé qui permet d'ouvrir plus largement le champ d'intervention du secteur privé et de mettre à profit ses capacités techniques, financières et managériales de ces opérateurs.

### **III-DES RAISONS D'INVESTIR AU BURKINA FASO**

Dans la compétition que les pays se livrent pour attirer les Investissements internationaux, il y a au moins dix (10) bonnes raisons d'investir au Burkina Faso. Ce sont:

1. Une stabilité politique et institutionnelle fondée sur une quête permanente du dialogue social et du consensus politique;
2. Un contexte macro économique stable et durablement assaini;
3. Un choix résolu pour une économie libérale ouverte sur l'extérieur;
4. Un cadre législatif et réglementaire propice, novateur et particulièrement incitatif, avec une politique ferme de protection, de garantie et de promotion des investissements;

5. Une zone de stabilité monétaire, avec une monnaie commune au sein de l'UEMOA, librement convertible avec une parité fixe par rapport à l'euro;
6. Une population jeune, dynamique, entreprenante et une main d'œuvre abondante et réputée travailleuse;
7. Une position géographique centrale au cœur de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté Economique Des Etats Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA). Une frontière commune avec six Etats de la CEDEAO et cinq Etats de l'UEMOA, donnant accès à un marché potentiel de 73 millions d'habitants dans l'espace de l'UEMOA et de plus de 280 millions dans l'espace CEDEAO ;
8. Un environnement juridique et judiciaire porteur, un droit des affaires harmonisé et en constante amélioration dans le cadre de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) ;
9. Un réseau routier international de bon niveau, assorti d'un système de transit international performant, faisant du Burkina un carrefour des échanges des pays de l'UEMOA et de la CEDEAO;
10. Des potentialités économiques énormes et encore inexploitées dans les domaines de l'agriculture, de l'agro industrie, des mines, de l'industrie, du tourisme et des services.